

La société russe à l'heure de

L'impact des événements en Ukraine ne se résume pas aux coups de poker géopolitiques de Vladimir Poutine. C'est aussi en Russie l'occasion d'un tour de vis politique supplémentaire, et particulièrement dans les médias. Comment la société russe et les défenseurs des droits de l'Homme réagissent-ils à ces offensives ?

Esther JEAN*

Le 24 mai 2014, le journaliste et défenseur des droits de l'Homme russe Andreï Mironov est tué par un obus près de Slaviansk, en Ukraine. La mort tragique d'un homme, qui avait pendant des années témoigné des violences en Tchétchénie, signale qu'une nouvelle guerre se déroule aux portes de l'Europe. A la mi-juillet, celle-ci a déjà fait plus de mille morts et trois mille blessés (rapport OHCHR du 15 juillet 2014), sans compter les deux cent quarante-huit morts du vol MH 17, abattu le 17 juillet dernier. Une guerre dans laquelle la Russie est partie prenante : véritable pompier pyromane, Moscou attise, soutient, nourrit, arme de manière plus ou moins directe le mouvement séparatiste - tout en se posant comme havre de paix pour les réfugiés et comme intermédiaire dans les négociations.

Alors que l'Ukraine est, depuis longtemps, un enjeu stratégique pour la Russie (transit du gaz russe, bases navales sur la mer Noire, élargissement de l'Otan, etc.), son implication dans les événements devient clairement visible après la chute du président Ianoukovitch, fin février 2014. En moins d'un mois, la Russie annexe la Crimée : deux jours après un référendum qui a donné 97 % pour l'adhésion à la Russie, le rattachement est acté et salué par d'immenses feux d'artifices dans la capitale russe. Les sanctions économiques prises par l'Europe et les Etats-Unis (gel des avoirs de hauts responsables, restriction des transactions financières ou des investissements) n'empêchent pas Moscou de poursuivre son ingérence dans l'est de l'Ukraine.

La société russe est par ailleurs



directement touchée par ce qui se passe en Ukraine⁽¹⁾. Car il s'agit bien, aussi, d'un prétexte à une mobilisation patriotique de grande ampleur et à un durcissement politique, dans le domaine des médias en particulier.

Pendant des mois, la place centrale de Kiev, le « Maïdan », a vécu au rythme des manifestations contre le pouvoir, entre autogestion, négociations et répression. Pendant des semaines, les manifestants y ont affronté les forces de l'ordre à coup de cocktails Molotov, sur fond de barricades et de pneus enflammés, jusqu'à la fuite du président Ianoukovitch le 22 février 2014. Le contraste est saisissant avec la situation en Russie : le 24 février 2014, les manifestants de la place Bolotnaya sont jugés. Ils avaient pro-

testé le 6 mai 2012 contre la réélection du président V. Poutine, et la répression de cette manifestation avait marqué la fin du mouvement de protestation de l'hiver 2011-2012. Les huit inculpés sont condamnés à des peines allant jusqu'à quatre ans de prison ferme, pour quelques heurts avec la police.

Le prétexte à un durcissement politique

Il s'agit là d'une des facettes de « l'offensive contre les libertés » en Russie, que la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH) dénonce dans un rapport récent⁽²⁾ : cadre juridique de plus en plus répressif, assimilation de certaines ONG à des « agents de l'étranger », multiplication de procès contre l'oppo-

* Pseudonyme adopté par notre correspondante pour des raisons de sécurité.

la guerre en Ukraine



Pendant des mois, la place centrale de Kiev, le « Maïdan », a vécu au rythme des manifestations contre le pouvoir, entre autogestion, négociations et répression.

© BENJAMIN FILARSKI (A REMPORTÉ LE GRAND PRIX DU PHOTOREPORTAGE ÉTUDIANT PARIS MATCH 2014, POUR SON PHOTOREPORTAGE INTITULÉ « EUROMAÏDAN PENDANT LA TRÈVE », FÉVRIER 2014). VOIR WWW.FLICKR.COM/PHOTOS/BEN_FILARSKI/SETS/72157644138842260/.

sition politique. Aussi, lorsque la Crimée se voit rattachée à la Russie, le journaliste indépendant Arkadi Babchenko salue l'événement par un texte grinçant: « *Eh bien bonjour, chers habitants de Crimée! Contents de vous voir. Laissez-moi tout d'abord vous féliciter: ce référendum était le dernier de votre vie.* »⁽³⁾

Mais il ne s'agit pas seulement de comparer les situations dans les deux pays: les protestations en Ukraine et (sans doute) la crainte de la contagion ont entraîné une crispation du pouvoir politique, qui se manifeste par une nouvelle offensive contre les médias. C'est après la publication, en mars 2014, d'une interview avec un militant du groupe ukrainien d'extrême droite, Pravyi Sektor, que la rédactrice en chef du site

d'information www.lenta.ru doit quitter son poste. L'offensive contre Internet est d'autant plus inquiétante que celui-ci constitue une des seules sources d'information alternatives: blocage de trois sites d'information (grani.ru, kasparov.ru, ej.ru), loi assimilant les blogs à des médias et renforçant les possibilités de poursuivre les bloggeurs, etc.⁽⁴⁾

La crispation se traduit aussi par l'adoption d'un nouvel arsenal législatif, à disposition du pouvoir, pour une application sélective: aggravation des poursuites en cas d'appel au séparatisme (la contestation de l'annexion de la Crimée pourrait ainsi tomber sous le coup de cette loi), loi permettant d'infliger jusqu'à cinq ans de prison pour diffusion « d'informations sciemment men-

songères sur les actions de l'URSS lors de la Seconde Guerre mondiale ». Si cette offensive autour de la Seconde Guerre mondiale n'est pas nouvelle, elle prend une nouvelle signification autour de la crise en Ukraine.

Opinion publique et construction de l'ennemi

En effet, depuis la fin 2013, le pouvoir russe ne dépeint pas les manifestants à Kiev – et le nouveau pouvoir qui en est issu – autrement que comme des néonazis ou des « *banderovtsy* », étiquette sous laquelle il regroupe tous les groupes armés s'étant opposés au pouvoir soviétique pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Si la très grande visibilité du Pravyi Sektor alimente ce discours, le faible score des partis d'extrême droite lors de la présidentielle de mai 2014, qui aboutit à l'élection de Petro Porochenko, ne conduit pas à adoucir cette rhétorique.

Alors que l'Ukraine n'existait quasiment pas dans l'espace médiatique russe auparavant, la crise réactive des lignes de fracture « dormantes » jusque-là: mémoire du « Holodomor » (famine ayant touché l'Ukraine soviétique dans les années 1930), nécessité de défendre les droits de la population russophone discriminée, sentiment que l'Ukraine (qui bénéficie de tarifs inférieurs aux prix du marché lorsque sa loyauté politique est garantie) « vole » son gaz à la Russie, etc.

La rhétorique ultra-agressive des autorités russes contre la « junte » à Kiev s'accompagne d'une propagande massive dans les médias officiels, qui ont recours à tous les montages et rumeurs les plus grossières. Les forces armées ukrainiennes sont ainsi accusées de faire du trafic d'organes de prisonniers, et la pre-

(1) Il y a certes un paradoxe à aborder la situation en Ukraine à partir de la Russie: comme si ce qui se passait en Ukraine n'était important qu'en raison de l'impact chez son grand voisin. Déjà, l'intervention de la Russie depuis mars 2014 avait conduit les médias et les commentateurs à lire ce qui se passait en Ukraine sous un angle géopolitique uniquement, comme si plusieurs mois de mobilisation de la société ukrainienne n'avaient finalement aucune importance. Ce n'est bien entendu pas l'approche défendue ici: il s'agit simplement de profiter du retour d'un séjour en Russie pour faire le point sur la situation. Sur la société ukrainienne, outre les articles des correspondants présents sur place, on peut consulter les carnets de terrain de la politiste Ioulia Shukan « Citoyens ordinaires et processus politiques en Ukraine » (<http://carnetsdeterrain.wordpress.com/>), ou le blog de la sociologue Anna Colin Lebedev, sur [Mediapart](http://blogs.mediapart.fr/blog/anna-colin-lebedev) (<http://blogs.mediapart.fr/blog/anna-colin-lebedev>). Sur le début du mouvement, voir par exemple le texte de l'historien Andriy Portnov dans le numéro de janvier 2014 de la *Revue Nouvelle* (www.revue-nouvelle.be/article3087.html). Sur la situation des droits de l'Homme, voir la note de la FIDH « Ukraine, les victimes oubliées. Graves violations du droit humain », août 2014 (www.fidh.org/fr/europe-de-l-est-asie-centrale/ukraine) (voir l'article du 18 août).

(2) « Russie, 2012-2013: l'offensive contre les libertés » (www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_russie_2012-2013-ld.pdf).

(3) <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/250314/bienvenue-toi-crimée>.

(4) Françoise Dauce « Les médias russes en ligne de mire », 8 mai 2014 (www.huffingtonpost.fr/francoise-dauce-propagande-medias-russie-ukraine_b_5285908.html).

mière chaîne diffuse, mi-juillet, le « témoignage » d'une femme les accusant d'avoir crucifié un enfant⁽⁵⁾. Face à cette avalanche de manipulations, les bloggeurs russes se transforment en enquêteurs, traquant les faux témoins et la réutilisation d'images émanant d'autres conflits.

Sous les sondages, le trouble

L'offensive médiatique sur l'Ukraine semble à première vue porter ses fruits : 58 % des personnes interrogées soutenaient l'envoi de troupes russes en Crimée, et dans d'autres régions d'Ukraine en mars 2014⁽⁶⁾, et la cote de popularité de V. Poutine atteignait 86 % en juin 2014 (sondage du centre Levada de juin 2014). Mais, comme toujours, les résultats des sondages ne sont pas univoques. Ils permettent tout aussi bien d'insister sur l'adhésion de la population aux thèses officielles que de souligner la frange d'opinions dissonantes – une distance d'autant plus remarquable si l'on considère le matraquage médiatique.

De plus, le rejet du pouvoir ukrainien ne s'étend pas à l'ensemble des habitants de l'Ukraine, envers lesquels l'attitude reste positive – à 80 %, selon un sondage du centre Levada de mai 2014. Il y a là sans doute un signe de la proximité entre les deux sociétés, entre lesquelles les échanges (migrations, mariages, familles des deux côtés de la frontière) n'ont pas cessé. Cette proximité explique aussi que la crise en Ukraine divise la société russe : chacun, à Moscou, peut raconter une histoire de dispute familiale, d'amis qui se brouillent ou de couples qui implorent à cause de l'Ukraine.

Mais ce qui domine surtout, chez ceux qui refusent de prendre pour argent comptant le discours officiel, c'est le désarroi. Où trouver une information fiable, comment savoir ce qui se passe vraiment ? Si la propagande russe est patente, comment croire que l'in-

« Ce qui domine surtout, c'est le désarroi. Où trouver une information fiable, comment savoir ce qui se passe vraiment ? Si la propagande russe est patente, comment croire que l'information ne soit pas manipulée aussi du côté ukrainien, comme dans les médias occidentaux ? »

(5) www.itv.ru/news/world/262978.

(6) www.levada.ru/13-03-2014/situatsiya-v-ukraine-i-v-krymu.

(7) www.novayagazeta.ru/blogs/273/62686.html.

(8) www.memo.ru/d/198763.html.

(9) www.memo.ru/d/198341.html.

formation ne soit pas manipulée aussi du côté ukrainien, comme dans les médias occidentaux ?

Dans un contexte de mobilisation patriotique et de répression croissante, les formes de résistance à la politique de Poutine apparaissent dispersées et en pointillé. C'est, par exemple, cet appel de l'intelligentsia en mars 2014, dans lequel des gens comme l'écrivain L. Oulitskaïa ou le cinéaste A. Zviagintsev qualifient les événements en Crimée de « honte » pour la Russie, et proclament leur opposition à la guerre⁽⁷⁾. Ce sont aussi toutes les formes d'action de rue, actions spectaculaires ou happenings. Début juin 2014, l'immense fresque sur la place de la Taganka, à Moscou, « La Crimée et la Russie sont ensemble pour toujours », est détournée en « Ensemble, mais pour aller où », avec une liste des articles répressifs récemment adoptés ; au même endroit, en juin, le mouvement NamKrysh (« Nous sommes mal ! »), anagramme de Krym Nash (« La Crimée est à nous »), interpelle les passants.

Les résistances et les solidarités

Résistances, mais aussi solidarités. La question de l'accueil des réfugiés d'Ukraine est délicate, tant l'aide humanitaire permet au gouvernement russe de se poser comme protecteur naturel des populations d'Ukraine de l'Est. Le Service fédéral des migrations avait d'ailleurs, dès le mois de mars, mis en place des dispositifs d'accueil spéciaux pour les Ukrainiens demandant l'asile en Russie. C'est néanmoins autour de l'accueil des réfugiés que se développent des solidarités et des formes d'aides concrètes, plus ou moins connues et visibles, comme celle de l'association Assistance civique à Moscou. Sa présidente, S. Gannushkina, s'était d'ailleurs rendue en Crimée, dès le mois d'avril, pour évaluer la situation et les besoins.

Quant aux organisations de défense des droits de l'Homme, et

en particulier le centre des droits de l'Homme Mémorial, elles pointent du doigt les similitudes entre les pratiques des séparatistes prorusses et les méthodes de l'armée russe en Tchétchénie : arrestations illégales, disparitions, tortures, exécutions sommaires. Elles notent aussi l'implication, parmi les séparatistes, d'officiers russes ayant combattu en Tchétchénie comme Strelkov, « ministre de la Défense » de la République du Donetsk, soupçonné d'être lié à la disparition de six personnes en 2001.

L'appel des défenseurs des droits

Fin mai 2014, une lettre conjointe des défenseurs des droits de l'Homme russes et ukrainiens appelle les ombudsmen des deux pays à créer une mission d'enquête commune à l'est de l'Ukraine⁽⁸⁾. Cet appel fait suite à la publication d'un rapport de Memorial qui dénonce les violations systématiques et grossières perpétrées par les activistes de la République populaire du Donetsk. Il souligne aussi que les forces armées ukrainiennes doivent reprendre le contrôle sur les milices qui prétendent suppléer à l'armée⁽⁹⁾. Dans un communiqué de juin 2014, ils notent que l'armée ukrainienne n'a pas, jusque-là, suffisamment respecté la sécurité de la population civile, et l'appellent à respecter le droit de la guerre.

Ces positions mesurées ne sont pas tant un moyen de renvoyer dos à dos les différentes forces en conflit que de mettre le gouvernement ukrainien devant ses responsabilités et de reconnaître celles du gouvernement russe – et de ses citoyens. La présidente de l'association Assistance civique, Svetlana Gannushkina, écrivait d'ailleurs, après la mort d'Andrei Mironov : « La douleur se mêle à la colère et à un sentiment de culpabilité. Comment avons-nous pu accepter cette guerre fratricide ? » ●